

Les nouveaux plans de l'OTAN pour détruire la Russie | Prof. Jeffrey Sachs

L'Occident est en train de perdre lourdement la guerre en Ukraine. Mais cela ne signifie pas que les fous de l'OTAN soient prêts à renoncer à leurs projets de domination totale du monde. Au contraire, certains d'entre eux ne font que commencer. Le professeur Jeffrey Sachs rejoint Pascal Lottaz pour soutenir que la guerre en Ukraine est un conflit par procuration de longue date entre les États-Unis et la Russie. Il aborde l'expansion de l'OTAN, la politique menée après la guerre froide, la puissance des États-Unis et les intérêts des élites, les coûts économiques pour l'Europe et les risques d'escalade. Sachs expose également ce qu'il considère comme une voie vers la paix : la neutralité de l'Ukraine, l'arrêt de toute nouvelle expansion de l'OTAN et la fin des guerres menées par les États-Unis. Liens : Jeffrey D. Sachs : <https://www.jeffsachs.org> Common Dreams : <https://www.commondreams.org/author/jeffrey-d-sachs> Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Produits dérivés : <https://neutralitystudies.com/shop> Don : <https://neutralitystudies.com/donate> Horodatages : 00:00:00 Jeffrey Sachs sur la guerre par procuration en Ukraine 00:01:01 Expansion de l'OTAN et primauté des États-Unis 00:13:01 De la paix de la guerre froide à la confrontation 00:21:22 La stratégie américaine de domination mondiale 00:23:51 Les États-Unis peuvent-ils choisir la coexistence ? 00:30:38 Les guerres peuvent-elles être arrêtées ? 00:36:02 Où suivre Jeffrey Sachs

#Pascal

Bienvenue à tous sur Neutrality Studies. Aujourd'hui, un épisode spécial avec l'incontournable docteur Jeffrey Sachs.

#Jeffrey Sachs

Professeur Jeffrey Sachs, bienvenue. Pascal, c'est un plaisir d'être avec vous. Merci beaucoup.

#Pascal

Merci beaucoup d'avoir accepté cet entretien. Nous voulons parler d'un article que vous avez écrit il y a quelques semaines et publié sur votre site, Common Dreams. Vous l'avez intitulé : « L'Ukraine, la guerre par procuration durable de l'Amérique contre la Russie. » On oublie facilement que nous en sommes maintenant, vous savez, à quatre ans et demi de cette guerre par procuration. Et quand je parle de guerre par procuration ici, en Suisse, où je me trouve actuellement, les gens me disent encore : « Mais Pascal, c'est un discours russe. »

#Jeffrey Sachs

Comment comprendre cette guerre par procuration, quatre ans et demi après son début ? D'abord, je pense qu'on peut légitimement dire qu'il s'agit d'une guerre par procuration qui dure depuis au moins douze ans, depuis le coup d'État qui a renversé le président ukrainien en février deux mille quatorze. On peut aussi soutenir qu'il s'agit d'une guerre par procuration qui dure, sous une forme ou une autre, depuis trente-cinq ans, depuis mille neuf cent quatre-vingt-onze, depuis la fin de l'Union soviétique. Car lorsque l'Union soviétique s'est effondrée, la cible suivante de l'Amérique était que la Russie s'effondre elle aussi. Et on pourrait dire que cette guerre par procuration dure peut-être depuis quatre-vingt-un ans, depuis mille neuf cent quarante-cinq. Car à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les stratèges américains et britanniques estimaient que la bataille suivante consistait à faire tomber l'Union soviétique. Donc, d'une certaine manière, je pense qu'il existe une longue continuité dans la politique américaine.

Bien sûr, comme vous le dites, cette approche va complètement à l'encontre du récit dominant selon lequel nous menons une action défensive contre l'agression russe. Mais c'est assez ridicule, car la Russie était faible après les années quatre-vingt-dix. La Russie voulait un partenariat avec l'Europe et les États-Unis. La Russie voulait même entrer dans l'OTAN, si l'on se souvient du début des années deux mille. Ce n'est pas une guerre d'agression menée par la Russie. C'est le résultat tragique d'une mentalité, avant tout aux États-Unis et en Grande-Bretagne, puis désormais aussi en Europe continentale, qui a rejoint tardivement, en quelque sorte, cette mentalité selon laquelle les États-Unis devraient diriger le monde. Et que, pour y parvenir, ils devraient faire entrer dans le camp américain tous les territoires qu'ils veulent dans le monde.

Et l'Ukraine représentait un enjeu majeur pour les stratèges américains, dans leur quête de victoire, de contrôle, de primauté ou d'hégémonie, quel que soit le terme qu'on préfère employer. Et ils ont été très explicites à ce sujet dès les années 1990. Le débat a commencé dès la chute de l'Union soviétique, en décembre 1991. Quelle devait être la politique des États-Unis ? Devait-elle consister à nouer une relation d'amitié avec la Russie et les États qui lui ont succédé ? Devait-elle viser à créer un cadre de sécurité inclusive, comme le réclamaient ardemment le président Gorbatchev et le président Eltsine ? Ou devait-elle étendre le système militaire américain ? Et nous savons que, dès 1992, la décision avait été prise, dans les faits : l'OTAN allait s'élargir. Ce fut une décision lourde de conséquences. Une décision totalement contraire à ce qui avait été promis au président Gorbatchev et au président Eltsine en 1990 et 1991, lorsque les conditions de la réunification allemande ont changé.

#Jeffrey Sachs

étaient en cours de négociation. Et le président des États-Unis, son secrétaire d'État, le chancelier allemand et son ministre des Affaires étrangères ont tous dit au président Gorbatchev, en termes parfaitement clairs : « L'OTAN ne s'élargira pas. » Mais dès que l'Union soviétique s'est effondrée, les Américains comme les Allemands ont dit : « Nous avons les mains libres. Nos engagements ne signifient rien. » Pourtant, même si la Russie était l'État continuateur de l'Union soviétique, les

traités comptaient. Les promesses qui avaient été faites, comme vous l'avez si bien souligné, qu'il s'agisse de promesses verbales ou écrites, ont été constamment réaffirmées. Elles ont servi de fondement aux mesures prises par l'Allemagne. C'est sur elles que reposait l'unification qui a rendu possible la réunification allemande. L'Union soviétique, puis la Russie, se sont fiées à ces promesses.

Ils ont été abandonnés. Et l'idée s'est imposée que l'Amérique et ses alliés européens devaient étendre leur influence politique et leur présence militaire comme ils l'entendaient. Et dès le milieu des années 1990, on savait que la décision était d'élargir l'OTAN, au moins jusqu'à l'Ukraine et à la Géorgie. Car cela avait déjà été décidé et expliqué dans un article très clair de Zbigniew Brzezinski, en 1997 : l'avenir de l'OTAN serait d'intégrer l'Ukraine entre 2005 et 2010. Et il a exposé tout cela dans son livre, *Le Grand Échiquier*, en 1997. Le sous-titre de ce livre est « La primauté américaine en Eurasie », ou je paraphrase, mais c'est essentiellement cela : comment les États-Unis seraient la puissance dominante, la puissance hégémonique en Eurasie au cours des décennies à venir.

Et la réponse, c'était que les États-Unis devaient, au fond, faire de la Russie un acteur faible dans le système, soumis aux intérêts américains et européens. Et que l'élargissement de l'OTAN et de l'organisation politique de l'Union européenne serait le moyen d'y parvenir. La Russie résisterait, mais Brzezinski a analysé la situation et a dit que la Russie ne pouvait pas vraiment résister si l'Occident faisait pression. Elle n'avait nulle part où aller. Elle ne s'allierait jamais avec la Chine, écrivait-il. Elle ne s'allierait pas avec l'Iran, écrivait-il. Elle n'aurait d'autre choix que de céder aux exigences américaines. Et donc ce jeu, parce que c'en était un, le Grand Jeu du XIXe siècle, rejoué comme le Grand Jeu de la fin du XXe siècle et du début du XXIe siècle, c'était la primauté américaine, assurée par des bases militaires dans toutes les régions du monde, et, sur le théâtre européen, par l'élargissement de l'OTAN.

#Pascal

Juste une petite précision. La meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire gratuitement à mon Substack. Vous pouvez aussi nous aider en prenant un abonnement payant, ou en vous procurant certains de nos nouveaux produits dérivés sur neutralitystudies.com. Les liens sont ci-dessous. À bientôt là-bas.

#Jeffrey Sachs

Bien sûr, les penseurs américains lucides savaient à quel point c'était dangereux. George Kennan a dit que c'était la plus grande erreur de la politique étrangère américaine. William Burns, qui était directeur de la CIA en deux mille neuf, a dit que c'était la plus rouge des lignes rouges pour la Russie. Que l'idée d'une Ukraine membre de l'OTAN était un sujet névralgique, non seulement pour Poutine ou pour un groupe particulier en Russie, mais pour toute la classe politique russe. Et Angela Merkel savait que cette avancée de l'OTAN vers l'est équivalait à une déclaration de guerre à la Russie. Eh bien, comme nous le savons, tout cela a culminé en février deux mille quatorze. Le simple fait est que la population ukrainienne ne voulait pas rejoindre l'OTAN. Et son président, Viktor

Ianoukovitch, avait remporté son élection, fin deux mille neuf et en deux mille dix, sur la base de la neutralité, du non-alignement sur l'OTAN, et du maintien d'un équilibre entre la Russie et l'Europe, ou entre la Russie et les États-Unis.

Et les États-Unis ne peuvent pas tolérer ce genre de neutralité. Leur état d'esprit, c'est : soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous. Et Ianoukovitch était clairement contre nous. Il devait partir. Les États-Unis ont donc contribué à attiser son renversement, qui a eu lieu le vingt-deux février deux mille quatorze. Et nous sommes en guerre depuis lors, parce que dès que cela s'est produit, l'est de l'Ukraine s'est séparé et a dit : « Ce n'est pas notre gouvernement à Kiev. C'est un gouvernement issu d'un coup d'État. » La Russie a pris des mesures, décrites de diverses manières, pour s'assurer que la Crimée ne tombe pas entre les mains de l'OTAN. Et la guerre a commencé. Et selon moi, la politique étrangère américaine n'a pas changé. Elle consiste à continuer de, je cite, « gagner cette guerre », ce qui est impossible.

Elle ne sera pas gagnée. Cela pourrait se terminer par une guerre nucléaire totale, mais cela ne peut pas se terminer par une victoire de l'Occident sur la Russie, parce que la Russie n'acceptera pas un tel résultat. Elle fera monter les enchères si nécessaire. En pratique, cette escalade ne sera probablement pas nécessaire, parce qu'il semble que la Russie va vaincre l'Ukraine par ses seuls moyens conventionnels. Mais, que Dieu nous en préserve, si cela devait un jour devenir une question véritablement existentielle, la Russie devra soit subir une défaite, soit recourir aux armes nucléaires. Il faut y réfléchir, parce qu'on nous a dit mille fois maintenant que l'escalade vers une guerre nucléaire est probablement l'issue la plus probable, et en tout cas une issue tout à fait possible.

Donc, toute cette guerre est une guerre par procuration. C'est une guerre par procuration pour la primauté américaine. Elle est en train d'être perdue. Elle détruit l'Ukraine. Elle dure depuis une douzaine d'années. La campagne, elle, dure depuis plus de trente ans. Et c'est l'État profond à l'œuvre. C'est vraiment, vraiment regrettable. Et l'Europe, les dirigeants européens ont complètement perdu la raison. Parce que tout ce que je viens de dire aurait été considéré comme normal il y a vingt ans, pas comme controversé. Demandez au gouvernement allemand de l'époque. Demandez au gouvernement français de l'époque. Demandez au gouvernement norvégien de l'époque. Ce que je dis aurait tout à fait relevé du courant dominant. Oui, ne poussez pas la Russie. Pourquoi pousseriez-vous la Russie ?

Pourquoi devons-nous étendre l'OTAN ? Cela revient à faire la guerre. Aujourd'hui, les responsables politiques européens, pour de nombreuses raisons qui font débat, tiennent des propos totalement dépourvus de vérité. Et ce que nous ne savons pas, c'est ce qu'ils pensent réellement. Est-ce qu'ils ignorent tout simplement cette histoire ? Sont-ils à ce point enfermés dans cette logique qu'ils ne voient aucune issue ? Ou se font-ils des illusions en pensant qu'ils vont vaincre la Russie ? Je ne sais pas ce qu'il en est. Mais notre débat est dans un état de confusion tel que ce que je viens de rappeler, et qu'on appelle aujourd'hui des excuses pour Poutine ou de la propagande prorusse, était une opinion largement admise en Europe il y a vingt ans.

#Pascal

C'est peut-être l'une des choses les plus difficiles à comprendre pour beaucoup d'entre nous, de ce côté du débat. D'abord, comment est-il possible qu'on soit passés des années quatre-vingt, marquées par la désescalade — alors que, oui, la guerre froide couvait — à une situation où la seule chose que Gorbatchev, mais aussi Reagan, comprenaient, c'était qu'il fallait gérer cela d'une manière ou d'une autre ? Il fallait... et nous avons eu des gens comme Jack Matlock, qui est toujours parmi nous et qui ne cesse de nous expliquer comment ils ont œuvré dans ce sens. Et c'est lui qui dit : non, non, non, la guerre froide a pris fin parce que c'était bénéfique pour nous deux. Nous y avons mis fin progressivement, et l'Union soviétique s'est effondrée deux ans plus tard. C'était cet esprit de coopération. Et, dans les années quatre-vingt-dix, il a clairement déclaré : n'élargissez pas l'OTAN. Ce serait une énorme erreur, n'est-ce pas ? Tout comme M. Kennan. Et puis, nous sommes entrés dans ce moment unipolaire.

Et aujourd'hui, nous sommes encore à l'apogée de ce moment unipolaire, du moins dans la manière de penser des gens en Suisse. Le mois prochain, nous allons voter sur l'initiative pour la neutralité, qui, si elle était adoptée, renforcerait réellement la neutralité suisse. Mais nous allons probablement perdre, parce que le camp d'en face dit que ce serait pro-Poutine. On ne pourrait plus imposer de sanctions à la Russie, donc ce serait pro-Poutine. Littéralement, la seule chose qu'ils répètent, c'est Poutine, Poutine, Poutine. Nous sommes donc au sommet d'une forme de manie en Europe, vous savez. Et ça me rappelle tellement les années cinquante, la peur rouge, n'est-ce pas ? L'idée, c'était : il faut vaincre le communisme. Et il a fallu vingt ans pour en arriver à l'idée d'une coexistence mutuelle. Ma question, c'est donc un peu : comment accélérer cela, pour qu'on passe enfin de « il faut vaincre la Russie » à « bon sang, il faut simplement trouver un moyen de ne pas se faire exploser les uns les autres ».

#Jeffrey Sachs

Et il n'y a pas de communisme. De quoi est-ce qu'on parle, là, au juste ? Tout ce qui était à la base de ce qui n'allait pas dans l'Union soviétique, vous savez, les communistes, les bolcheviks, tout ça a disparu depuis trente-six ans. Ça avait même disparu avant. Je le sais. Mais c'est ça qui est incroyable. J'étais là, exactement à ce moment-là, assis en face de Boris Eltsine. Et il disait : « Oui, nous voulons être un pays démocratique normal. Nous voulons la paix. Nous voulons une économie de marché. » Et je lui ai dit : « Monsieur le Président, je suis sûr que les États-Unis vous apporteront un soutien total dans cette voie. » Bien sûr, j'avais complètement tort. Les États-Unis étaient prêts à le faire tomber de la même manière. Ce qu'ils voulaient aux États-Unis, c'était : « Mettez-vous à genoux devant nous. Nous sommes la seule superpuissance. C'est nous qui allons diriger. Et oui, si vous voulez être une puissance de quatrième rang, nous vous laisserons vivre. » Mais c'est...

#Pascal

Il y avait les Matlock. Il y avait les Kennan. Tous ces gens-là étaient Américains eux aussi. Pourquoi ces foutus néoconservateurs ont-ils remporté le débat ?

#Jeffrey Sachs

Si vous regardez, d'ailleurs, le remarquable débat entre Jack Matlock et Henry Kissinger, en 1994, dans le MacNeil/Lehrer NewsHour — les gens peuvent le trouver sur le site internet —, c'est vraiment incroyable. Nous sommes en 1994, et à l'époque, nous avons des journaux télévisés grand public intelligents. Robert MacNeil présentait l'émission, et il était très intelligent. On prenait vingt, quarante, soixante minutes pour discuter sérieusement d'une question sérieuse. Et la question posée dans cette émission était : l'OTAN devait-elle s'élargir ? L'ambassadeur Matlock a dit non, ce n'est pas le moment. Vous savez, nous sommes en train de rétablir des relations bonnes et fondées sur la confiance avec la Russie. Il n'y a pas de menace. Il n'y a aucune raison. Nous devrions laisser les choses en l'état et continuer à approfondir nos relations avec la Russie. La guerre froide est terminée, et nous avons une chance de paix.

Et puis ils demandent à Kissinger : « Monsieur Kissinger, l'OTAN devrait-elle s'élargir ? » Et il répond : « Oui, l'OTAN devrait s'élargir. » Et MacNeil demande : « Pourquoi, Monsieur Kissinger ? La Russie représente-t-elle une menace ? » « Non, non, non, non, non, non. La Russie ne représente aucune menace. » « Eh bien, est-ce que cela répond aux besoins de sécurité des pays d'Europe centrale ? » « Non, non, non, non, non, non. Ça n'a rien à voir avec ça. » « Eh bien, Monsieur Kissinger, cela n'antagoniserait-il pas la Russie ? » « Oh, si, si, ça antagoniserait la Russie », répond-il. « Alors pourquoi, Monsieur Kissinger, devrions-nous élargir l'OTAN ? » Et Kissinger répond : « Si vous ne pouvez pas antagoniser la Russie quand elle est faible, qu'allez-vous faire quand elle sera forte ? » C'est cette logique qui a été utilisée. Et c'est une logique absolument remarquable. Et tout cela figure précisément dans les archives, exactement à ce moment charnière, exactement dans ce débat.

Vous partez du principe que, oui, nous allons être en conflit. Alors autant commencer le conflit tout de suite. L'idée qu'il puisse y avoir la paix ne vient pas à l'esprit de M. Kissinger. Ce qui est un peu étrange, parce qu'il était justement spécialiste du Concert européen. C'était son domaine de recherche. Il savait qu'après les guerres napoléoniennes, c'est un équilibre entre les grandes puissances qui a maintenu la paix en Europe pendant des décennies, voire, selon certains, pendant un siècle, afin d'éviter une guerre cataclysmique. Il y a eu, bien sûr, plusieurs guerres en Europe : la guerre de Crimée, la guerre d'unification italienne, la guerre qui a créé l'État allemand. Mais il n'y a pas eu de grande guerre européenne, et le Concert européen a joué un rôle institutionnel décisif. Et c'était l'inverse de ce que disait Kissinger. Kissinger disait : « Eh bien, nous devons les provoquer. C'est maintenant ou plus tard. » Et c'est cet état d'esprit-là.

Mais l'état d'esprit aux États-Unis était encore pire que ça. Je connais ces gens, et je me souviens de cette époque. Et c'était vraiment le temps de l'arrogance suprême des stratèges américains. Ils étaient arrogants. Chaque jour, ils se répétaient : « la nation indispensable ». Ils étaient la seule superpuissance mondiale. Ils étaient le pays le plus puissant qui ait jamais foulé cette planète, bien

plus puissant que l'Empire romain. C'est ce qu'ils se disaient. Et c'étaient des gens mauvais, des gens cupides et, bien sûr, surtout, des gens arrogants. Donc, ce dont nous sommes témoins, c'est de l'arrogance du pouvoir, à un niveau fondamental. Ils le font parce qu'ils pensent qu'ils peuvent le faire.

Et cela remonte peut-être aux généraux athéniens chez Thucydide : les puissants font ce qu'ils peuvent, et les faibles subissent ce qu'ils doivent subir. L'idée qu'il n'y a pas de règles, pas de principes, et qu'il n'y a jamais de retour de bâton. Si vous êtes au sommet, vous prenez tout ce que vous voulez. Et c'était la vision américaine. Elle a été institutionnalisée de très nombreuses façons : dans nos stratégies militaires, nos documents de défense, dans le Project for a New American Century, et dans une loi de la fin des années 1990 qui disait que la politique des États-Unis était de renverser le gouvernement irakien. Souvenez-vous, quand l'Irak était l'obsession des États-Unis, comme l'Iran l'est aujourd'hui.

C'était la doctrine des sept guerres en cinq ans, dont le commandant suprême de l'OTAN, Wesley Clark, nous a parlé en deux mille un, après le onze septembre. On lui avait présenté un document au Pentagone qui disait : « Nous allons renverser les gouvernements de la Libye, du Soudan, du Liban, de la Syrie, de l'Irak, de l'Iran. » Qu'est-ce que j'oublie ? L'Iran. Mais l'idée, c'était que les États-Unis peuvent faire ce qu'ils veulent. Ils peuvent faire la guerre où ils veulent, quand ils veulent. Et c'est devenu la doctrine des États-Unis. Et l'Europe, en gros... enfin, c'est très intéressant. Au début des années deux mille, il y avait des voix en Europe qui disaient : non, ce n'est pas juste. Jacques Chirac, de Villepin, ont dit non. Je connais le gouvernement norvégien : non. Élargir l'OTAN ? Mauvaise idée. Et je sais, bien sûr, par ses propres mémoires, que Mme Merkel disait : non, c'est très dangereux.

Je dois résister à cela, ce qu'elle a fait pendant l'un des deux jours du sommet de l'OTAN à Bucarest, en deux mille huit. Je pense donc que l'état d'esprit était le suivant : nous pouvons faire ce que nous voulons. Et des gens comme Cheney, Wolfowitz ou Perle, mais aussi, au-delà d'eux, probablement bien plus profondément au sein de la CIA et de l'appareil institutionnel des États-Unis, ont vraiment fait de cela le thème principal. Brzezinski, bien sûr, je l'ai déjà mentionné. Brzezinski a commencé à avoir des doutes dans les années deux mille dix. Il a compris que cela ne fonctionnait pas comme il l'avait pensé. Kissinger a lui aussi commencé à avoir des doutes. Fait intéressant, même Trump, qui est un personnage bizarre et incompétent, a probablement ses propres doutes à ce sujet. Mais l'État profond continue. Peu importe qui est président.

#Pascal

Mais c'est bien la question aujourd'hui, non ? Parce que, d'une manière très étrange et bizarre, vous savez, George Kennan est l'homme qui a écrit le « Long Télégramme » et qui a défini cette stratégie : les Soviétiques ne sont sensibles qu'au langage de la force, n'est-ce pas ? Et, d'une certaine façon, les États-Unis sont en train de faire passer ce message aujourd'hui. Les États-Unis ne sont sensibles

qu'au langage de la force. En tout cas, c'est le message qu'ils envoient avec la guerre par procuration, avec la guerre contre l'Iran, avec tous les sabotages de la diplomatie, les coups de poignard dans le dos, et ainsi de suite.

Donc, d'une certaine manière, ce que les autres semblent apprendre, c'est qu'il faut ériger une sorte de mur de feu qui les empêche, d'une façon ou d'une autre, de continuer à pousser. Mais selon vous, que faudrait-il, dans cet environnement, pour faire reculer les États-Unis, pour s'assurer qu'ils cherchent la coexistence plutôt que de continuer à, vous savez, recharger et tirer à nouveau, recharger et tirer à nouveau jusqu'à ce qu'on craque ? Parce que c'est ça, les autres. Les néoconservateurs sont toujours là à se dire : bon, on essaiera un autre jour. On n'a pas réussi aujourd'hui, on réussira demain. Scott Bessent, le Jour J économique... c'est la même chose, encore et encore.

#Jeffrey Sachs

Absolument. Je pense que ce qui est intéressant avec Kennan — qui est aussi une figure et un penseur très intéressants —, c'est qu'il a bien défendu l'approche de l'endiguement. Il l'a fait. Mais assez rapidement, dès la fin des années quarante, et certainement dans les années cinquante, il a dit : « Je ne voulais pas la militariser de cette façon. » Et pendant la plus grande partie de sa vie ensuite, des années cinquante jusqu'à sa mort, il a répété : « Je ne voulais pas d'une approche entièrement militaire, ni de ce genre de domination. » Il n'a donc cessé de mettre en garde dans l'autre sens. Mais il a écrit quelque chose — et malheureusement, je ne me souviens pas du numéro du document —, lorsqu'il dirigeait le Bureau de planification politique, en mille neuf cent quarante-huit, je crois. Ce document est absolument révélateur.

C'est dans un passage sur la politique envers l'Extrême-Orient. Et il est dit que les États-Unis détiennent la majeure partie des richesses du monde. Et que cette richesse prépondérante va susciter l'envie. Et plutôt que d'être gentils, généreux ou philanthropes, nous devons garder la tête froide pour protéger notre avantage. C'est une déclaration très brutale, très... vous savez, ultra-réaliste. En gros, elle dit : nous sommes riches, ils sont pauvres, nous allons rester riches, et nous allons faire en sorte que notre politique étrangère serve cet objectif. Et c'est une vision encore plus large de ce qui se passe que l'idée d'endiguement, ou même que la lutte contre la Chine et la Russie, plus généralement, qui est dépourvue d'enjeux idéologiques.

Depuis les années quarante, l'approche des États-Unis a vraiment été la suivante : nous devons dominer pour pouvoir rester riches. Et c'est une approche qui est essentiellement une approche de classe, parce que ce n'est pas le point de vue du peuple américain, qui dit : « Hé, vous pourriez réparer nos routes ? Reboucher les nids-de-poule ? Faire en sorte que nos infrastructures ne s'effondrent plus ? On pourrait avoir des logements décents ? On n'arrive pas à payer nos soins de santé. » Si vous écoutez les préoccupations de l'Américain moyen, la question de la guerre n'arrive jamais. Et si une vraie guerre est à l'ordre du jour, ils y sont opposés, parce qu'ils comprennent que c'est un gaspillage de ressources.

Mais je pense qu'il existe vraiment une classe, celle qu'Eisenhower appelait le complexe militaro-industriel. Il y a, d'une part, le secteur direct de la guerre, les sous-traitants militaires et tout ça, qui représente un énorme marché : plus de mille milliards de dollars par an. Mais il y a aussi les intérêts financiers, Wall Street et la Silicon Valley, qui font du lobbying et qui considèrent que, d'une certaine manière, l'hégémonie américaine, le fait de gagner ces guerres, est nécessaire pour protéger la super-richesse américaine. Et je pense que cela alimente cette mentalité : si nous ne sommes pas dominants, qu'est-ce qui va nous arriver ?

Si nous ne pouvons pas diriger le monde, nous allons perdre beaucoup d'avantages. Le dollar ne sera plus utilisé. Bien sûr, on parle beaucoup du pétrodollar et du rôle du dollar dans le commerce international, du coup de pouce que cela donne au système financier, du coup de pouce que cela apporte à la fortune nette des Américains les plus riches. Je pense qu'il y a là-dedans quelque chose de réel. Autrement dit, quand Trump et Bessent sont en croisade, comme c'est le cas en ce moment, on n'entend aucun dirigeant d'entreprise sérieux aux États-Unis dire que ce n'est pas prudent. On n'entend pas une seule voix à Wall Street.

Vous n'entendez pas une seule figure de la Silicon Valley, dans les grandes entreprises, dire : « Vous savez, la paix serait en réalité possible, et c'est ce que nous devrions viser. » Il y a donc cette impression. Et il ne s'agit pas simplement de suivre les pouvoirs en place. Ils ont plus de pouvoir que Trump. D'une certaine manière, ils montrent leur jeu. C'est-à-dire : ces guerres leur conviennent. Peut-être qu'elles tuent beaucoup d'Ukrainiens. Peut-être qu'elles baisent beaucoup d'Américains. Peut-être qu'elles font grimper la dette. Mais elles préservent notre richesse, notre économie, la richesse de la classe des super-élites. Et c'est le principal objectif de la politique étrangère américaine. Bref, je le mentionne parce que Kennan l'avait dit très explicitement dès la fin des années quarante.

#Pascal

Merci pour cela. Et je dois faire attention à votre temps. Juste une toute dernière question, en quelque sorte, d'une minute. Pensez-vous qu'il y ait des gens qui planifient la prochaine étape de la guerre par procuration, ou des guerres par procuration ? Où voyez-vous mener ce genre de planification malsaine ? Et vous pouvez répondre brièvement.

#Jeffrey Sachs

Oui, je pense qu'à un certain niveau, beaucoup de gens, y compris au sein de la classe politique, et bien sûr le peuple américain, se disent que c'est une impasse, qu'il s'agisse de la guerre en Ukraine ou de la guerre contre l'Iran. Ce n'est pas dans notre intérêt. Arrêtons ça. Ils savent que la Russie ne représente aucune menace pour la Suisse. La Russie ne représente aucune menace pour l'Europe. La Russie s'est engagée là-dedans parce qu'elle s'opposait à cette primauté américaine et à sa voie militaire, qui consistait à bâtir en Ukraine une armée d'un million d'hommes et à mener un coup d'

État qui a créé un gouvernement hostile en Ukraine. Donc le peuple américain, et une grande partie de la classe politique traditionnelle, comprennent ça. La guerre contre l'Iran est encore plus impopulaire aujourd'hui.

Ce que les États-Unis ont énormément de mal à faire, en tant que système politique — et je suppose que c'est vrai de la plupart des systèmes politiques —, c'est de dire : « C'était une erreur. On arrête. » Et c'est aussi le problème de l'Europe. En général, nos guerres s'arrêtent quand il y a un changement de gouvernement. Les États-Unis perdent donc beaucoup de guerres. Ils ont perdu la guerre du Vietnam. Ils ont perdu la guerre en Afghanistan. Les guerres finissent par s'arrêter, mais généralement lorsqu'un gouvernement s'en va et qu'un nouveau arrive. Le gouvernement en place s'enferme alors dans sa position et préférerait mourir plutôt que de continuer la guerre, au moins jusqu'à l'élection suivante. Et Daniel Ellsberg a écrit, à la fin des années soixante, un article célèbre, brillant, intitulé : « Le mythe de l'enlèvement et la machine de l'impasse. »

C'était l'un des premiers articles de science politique que j'ai lus en arrivant à Harvard, en licence. Et l'idée, disait-il, c'était : qu'est-ce qui se passe vraiment ? Sommes-nous embourbés au Vietnam ? Non. Nous avons une machine à produire l'impasse. Et cette machine a essentiellement une règle : ne pas perdre avant la prochaine élection. C'était la règle. Alors, on prolonge les choses jusqu'à la prochaine élection. Et puis, de temps en temps, un nouveau gouvernement dit : c'est la faute de l'ancien gouvernement. On se tire de là, bordel. Et c'est une manière dont les choses peuvent s'arrêter. C'est la chute de Nixon qui a permis à Gerald Ford de dire, en gros : d'accord, c'en est fini du Vietnam. Et c'est peut-être une issue possible ici.

Trump n'est ni assez intelligent, ni assez équilibré mentalement, et l'État profond n'est pas assez intéressé pour simplement dire : c'est un désastre, arrêtons là. Avec l'Europe, la situation est encore pire. L'Europe s'enfonce dans une crise économique parce qu'elle s'est coupée des échanges naturels avec la Russie. Elle essaie de mener, vous savez, une militarisation que le public ne veut pas, qui ne peut au bout du compte mener qu'au malheur, sous prétexte d'une agression russe contre l'Europe. Et l'économie européenne est en réalité pire qu'à l'arrêt en ce moment. Elle est en déclin, non seulement à cause de la crise énergétique et de la guerre, mais aussi parce que l'Europe a perdu sa compétitivité face à la Chine, tout comme les États-Unis.

Le coût de poursuivre dans cette direction, sur les plans économique, social et potentiellement en matière d'escalade militaire, est phénoménal. Une évaluation objective et rationnelle de notre situation dirait : arrêtez la guerre. L'Ukraine devient neutre. L'OTAN annonce qu'elle ne va pas s'élargir. Quel que soit l'accord d'armistice conclu sur les territoires, il est conclu, avec les termes que l'on voudra. Et s'agissant de l'Iran, les États-Unis rentrent simplement chez eux après cette terrible mésaventure. C'est ainsi qu'on sort de cette situation. Mais cela exigerait de révéler le vide, la stupidité, le cynisme pur et simple de ce que cette classe politique fait depuis des décennies, en réalité. Et ils ne veulent pas être exposés de cette manière.

#Pascal

Non, ils ne le font pas, mais j'espère qu'ils le feront. Et à un moment donné, peut-être que quelqu'un va simplement lui retirer sa carte de crédit. Qui sait ? C'est tout. Très bien. Jeff, merci beaucoup pour cette mise à jour. Les gens qui veulent vous retrouver doivent aller sur votre page d'accueil, Jeffrey Sachs, Common Dreams. C'est là que vous publiez vos articles. Y a-t-il un autre endroit où les gens devraient vous chercher ?

#Jeffrey Sachs

JeffSachs.org archive tout cela de manière organisée, pour que les gens puissent y trouver tous les articles.

#Pascal

Allez tous sur jeffsachs.org. Jeff, merci beaucoup pour votre temps.

#Jeffrey Sachs

Salut, ravi d'être avec vous, Pascal. À bientôt.

#Pascal

À bientôt.